



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session extraordinaire 2013-2014

AT/vh

P.V. PETI 24
P.V. ENEJ 15
P.V. FAIN 07
P.V. FNPRA 29

Commission des Pétitions

**Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la
Jeunesse**

**Commission de la Famille et de l'Intégration
et
Commission de la Fonction publique et de la Réforme
administrative**

Procès-verbal de la réunion du 08 octobre 2014

Ordre du jour :

1. Pétition 328 "Solidarité avec l'Education"
 - Echange de vues avec les pétitionnaires
 - ° Association professionnelle des éducateurs gradués (APEG)
 - ° Letzebuerger Beruffsverband fir sozial Aarbecht (LBSA)
 - ° Association professionnelle des Educateurs (APEL)
2. UNIQUEMENT POUR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES PETITIONS
Examen de la liste des demandes de pétition publique
3. Suivi des pétitions

*

Présents : M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés
M. Guy Arendt, Mme Nancy Arendt, M. Gusty Graas, M. Max Hahn, Mme
Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Roger Negri, M. Marco Schank, M.
Roberto Traversini, M. Justin Turpel, membres de la Commission des
Pétitions

M. Claude Adam, M. Gilles Baum, M. Eugène Berger, Mme Tess Burton, M.
Lex Delles, M. Emile Eicher, M. Georges Engel, Mme Martine Hansen, Mme
Françoise Hetto-Gaasch, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel, membres
de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Nancy Arendt, M. Gilles Baum, Mme Taina Bofferding, Mme Tess Burton, Mme Joëlle Elvinger, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Fernand Kartheiser, M. Edy Mertens, M. Marc Spautz, M. Roberto Traversini, M. Serge Urbany, membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration

Mme Diane Adehm, Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Yves Cruchten, M. Lex Delles, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, M. Gilles Roth, M. Roberto Traversini, M. Justin Turpel, membres de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Charles Kuffer, du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Carlo Assa, M. Bob Gengler, Mme Françoise Schoos, du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Paul Bressler, M. Andrea Di Ronco, M. Michel Herbais De Thun, Mme Françoise Origer, M. Marc Pletsch, Mme Sandy Vitali, de l'APEG

Mme Alice Lorang, Mme Mireille Schiltz, de l'APEL

M. Christophe Biver, du LBSA

Mme Anne Tescher, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Marc Angel, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marcel Oberweis, membres de la Commission des Pétitions

M. Serge Wilmes, M. Claude Wiseler, membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Haagen, membre de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

*

Présidence : M. Marco Schank, Président de la Commission des Pétitions
M. Lex Delles, Président de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Gilles Baum, Président de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Yves Cruchten, Président de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

*

1. Pétition 328 "Solidarité avec l'Education"

En guise d'introduction, M. le Président de la Commission des Pétitions rappelle brièvement l'historique de la pétition 328. La pétition a été déposée le 31 janvier 2014. Une prise de position du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et de la Ministre de la Famille et de l'Intégration a été transmise aux pétitionnaires le 27 mai 2014. Dans leur courrier du 26 juin 2014, les pétitionnaires soulignent que cette prise de position ne répond pas à toutes leurs revendications.

Le Président de l'APEG présente ensuite les revendications de la pétition. Pour les détails de cette présentation il est renvoyé au dossier remis par les pétitionnaires et repris en annexe du présent procès-verbal.

- Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir succinctement les éléments suivants :

- Les pétitionnaires critiquent que les éducateurs se sont vu refuser régulièrement la participation aux formations continues organisées par le SCRIPT au motif qu'ils ne travaillent pas dans l'enseignement. Un membre de la Commission estime que ceci est regrettable et que, au contraire, il faut encourager les personnes qui souhaitent se former.

- Coopération entre structures de l'éducation formelle et non formelle : un rapprochement, voire un regroupement, de l'éducation formelle et non formelle a toujours été une revendication des éducateurs. L'organisation scolaire et celle de l'encadrement des enfants à l'école devraient être regroupées au sein d'une structure unique, à l'instar du modèle d'une école à journée continue (*Ganztagsschule*). La coopération entre structures de l'éducation formelle et non formelle est désormais abordée dans le cadre du Plan d'encadrement périscolaire (PEP).

Or, la situation actuelle est telle que les maisons-relais sont gérées soit par la commune, soit par une asbl. De plus, le personnel relève de statuts différents : des fonctionnaires communaux, des employés communaux et des salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social (SAS). Les pétitionnaires désapprouvent que le personnel ne soit pas soumis aux mêmes conditions de travail. Ces situations disparates rendent la gestion de l'encadrement périscolaire encore plus complexe.

Les éducateurs estiment que la collaboration entre les différents acteurs dans le cadre des PEP n'est pas évidente. Ils revendiquent d'être associés davantage aux travaux relatifs au PEP.

- Aide au niveau des devoirs à domicile : les éducateurs n'offrent pas d'aide au niveau des devoirs à domicile, mais garantissent le cadre adéquat dans lequel les élèves peuvent faire leurs devoirs dans les maisons-relais. Les pétitionnaires précisent que les éducateurs ne sont pas formés pour fournir une aide aux devoirs.

Les communes font actuellement des efforts en vue d'offrir une aide aux devoirs dans les maisons-relais, notamment en engageant des chargés de cours. Les pétitionnaires regrettent qu'il n'y ait pas une ligne générale mais que chaque commune essaie de trouver une solution individuelle.

- Projets pédagogiques des maisons-relais : les pétitionnaires confirment que chaque maison-relais élabore son propre projet pédagogique, s'il y en a, ce qui entraîne des différences de nature qualitative. Il faudrait fixer de manière générale des lignes directrices et fournir aux maisons-relais des exemples de bonnes pratiques lors de l'élaboration de leur projet pédagogique.

- Bilinguisme : la langue luxembourgeoise a toujours été préconisée en tant que facteur principal d'intégration. L'apprentissage de la langue luxembourgeoise a été un des arguments fondamentaux pour la mise en place de l'éducation précoce. Voilà pourquoi les pétitionnaires s'étonnent des projets du Gouvernement de mettre en place des structures d'encadrement bilingue. Il faudrait en premier lieu réaliser une étude scientifique sur les effets du bilinguisme au niveau de l'encadrement des enfants en jeune âge. D'une manière générale, les éducateurs accueillent favorablement l'idée du bilinguisme, mais ce projet mérite d'être discuté et approfondi davantage. Il y a lieu de définir les priorités d'un tel projet et mettre à disposition le personnel nécessaire avec la formation linguistique adéquate. Or, les éducateurs ne disposent pas encore d'assez d'informations au sujet du projet. Ils envisagent d'élaborer une prise de position à propos de ce projet gouvernemental dans les prochains délais.

- Ressources des maisons-relais : en réponse à la question si les maisons-relais disposent d'un effectif suffisant d'éducateurs, les pétitionnaires soulignent que les besoins varient en fonction des communes et des quartiers. Il n'est pas possible de conclure d'une manière générale qu'il y a un manque de personnel au niveau des maisons-relais. Les pétitionnaires critiquent néanmoins que la décision récente d'augmenter la clé de répartition au cycle 1 de 9 à 11 enfants par éducateur va évidemment dans une mauvaise direction.

- Synergies au niveau de la formation initiale des éducateurs et enseignants : en réponse à la question au sujet de l'absence de synergies au niveau de la formation initiale des éducateurs et enseignants, un pétitionnaire explique que les différentes formations ne sont plus sur un même campus (LTPS à Mersch pour les éducateurs et Uni.lu à Walferdange pour les enseignants). L'orateur rappelle qu'en 2000, l'idée d'une telle synergie entre les formations précitées a été discutée avec la Ministre de l'Enseignement supérieur de l'époque, alors que les deux formations se déroulaient encore sur un même campus scolaire, cependant sans aucun résultat. Aujourd'hui, comme à l'époque, les éducateurs sont en faveur d'un tel rapprochement au niveau de la formation initiale, ce qui faciliterait éventuellement la coopération sur le terrain professionnel plus tard.

- Education différenciée : une pétitionnaire explique qu'au début, il y a avait uniquement des éducateurs qui étaient recrutés pour l'éducation différenciée. Au fur et à mesure, ces postes ont été attribués aux éducateurs gradués et, actuellement, il y a lieu de constater que les nouveaux postes sont principalement destinés aux spécialistes disposant d'un diplôme du niveau master. Les postes des éducateurs gradués sont maintenus mais aucun nouveau poste d'éducateur n'est créé. La pétitionnaire estime que des postes d'éducateurs, d'éducateurs gradués et de pédagogues sont nécessaires dans l'éducation différenciée. Une collaboration entre ces profils professionnels permettrait de combiner le savoir-faire dans des domaines très spécialisés et l'expérience plus généralisée dans le domaine socio-éducatif.

- Enfants à troubles comportementaux : les pétitionnaires sont d'avis que les efforts de prévention doivent être renforcés afin d'assurer un encadrement adéquat des enfants souffrant des troubles du comportement. Il ne s'agit pas uniquement d'élargir les capacités des unités psychiatriques pour enfants et adolescents. Au contraire, la situation de nombreux enfants pourrait être améliorée à un stade préalable si des équipes pluridisciplinaires intervenaient aussi bien à l'école qu'au niveau des parents. C'est dans ce contexte que les pétitionnaires critiquent les procédures trop longues afin de se voir accorder des mesures d'intervention pour les enfants concernés.

- Reclassement des carrières de l'éducateur et de l'éducateur gradué : Depuis 1999, les éducateurs et les éducateurs gradués revendiquent un reclassement avec une reconstitution de leur carrière. Ils estiment que les modalités de reclassement retenus dans la cadre de la réforme de la Fonction publique créent des injustices dans la mesure où les personnes

pouvant se prévaloir d'une certaine ancienneté de service ne bénéficient d'aucune augmentation de leur traitement suite au reclassement. Seules les personnes qui débutent leur carrière professionnelle auraient un avantage, tous les autres auraient presque le même salaire qu'avant la réforme. En guise d'exemple, les pétitionnaires renvoient au tableau comparatif reprenant des types de carrières (cf. annexe du présent procès-verbal). A la lumière des doléances qui précèdent, les pétitionnaires sont en train d'examiner les possibilités d'un recours en justice contre ces modalités de reclassement.

Un membre de la Commission se renseigne au sujet de l'incidence financière d'une mesure qui pourrait accorder aux éducateurs reclassés un avancement de deux échelons, à l'instar des modalités du reclassement des enseignants lors de la réforme de l'enseignement fondamental en 2009.

M. le Ministre de la Fonction publique informe avoir accueilli récemment les associations professionnelles des éducateurs afin de discuter de leur carrière dans la Fonction publique. Il est rappelé dans ce contexte que le mécanisme de reclassement des carrières de l'éducateur et de l'éducateur gradué a été un élément de l'accord salarial négocié entre le Gouvernement précédent et la CGFP. Un des principes essentiels de cet accord salarial a été la neutralité budgétaire de toutes les mesures négociées. L'accord salarial retient donc une augmentation du point indiciaire de 2,2% et une prime unique de 0,9%. Le reclassement de certaines carrières se fait cependant à la valeur d'échelon actuellement atteint par l'agent reclassé.

M. le Ministre rappelle qu'en vertu du programme gouvernemental, les accords relatifs aux carrières tels que négociés entre le Gouvernement précédent et la CGFP sont maintenus. Par ailleurs, la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative a maintenu le mécanisme du reclassement précité dans le cadre de ses travaux relatifs au projet de loi 6459. L'orateur ajoute que le budget public pour 2015 et 2016, de même que les prévisions pluriannuelles, ne permettent pas de faire des concessions ponctuelles ayant des répercussions financières sur les finances publiques.

M. le Ministre souligne que les carrières de l'éducateur et de l'éducateur gradué sont les bénéficiaires principaux de la réforme de la Fonction publique, en ajoutant que le reclassement de ces carrières selon les critères du processus de Bologne s'impose évidemment depuis longtemps. M. le Ministre explique que d'une manière générale, la rémunération des carrières précitées est revalorisée de 35% à 40% (calcul sur la durée intégrale de cette carrière) dans la mesure où les agents évolueront dans une nouvelle carrière qui présente une meilleure expectative avec des avancements en grades et en échelons plus élevés. En effet, la carrière de l'éducateur s'étale actuellement d'une rémunération initiale de 160 p.i. à une indemnité de fin de carrière de 339 p.i.. Suite au reclassement cette carrière s'étalera sur une fourchette de 203 p.i. à 470 p.i. et donc avec une indemnité de fin de carrière qui est de 2.365 euros plus élevée qu'avant le reclassement. Pour les éducateurs gradués, la rémunération de fin de carrière augmente de 446 p.i. à 500 p.i., ce qui représente un accroissement de 975 euros. Tous les agents en fonction classés à l'avant-dernier grade bénéficieront de cette augmentation à l'âge de 55 ans. Il va de soi que ces augmentations auront des répercussions sur le montant de la pension de ces agents. M. le Ministre concède que le reclassement des carrières des éducateurs ne se fait pas selon le même mécanisme retenu pour le reclassement des enseignants en 2009. Or, l'état des finances publiques en 2008-2009 n'est pas comparable à la situation actuelle, de sorte que M. le Ministre ne voit pas comment les revendications des éducateurs en matière de reclassement pourraient être satisfaites.

*

En guise de conclusion, les pétitionnaires soulignent avoir apprécié le dialogue de la réunion et espèrent être associés par les Ministères concernés aux discussions sur des projets relevant du secteur socio-éducatif.

2. Examen de la liste des demandes de pétition publique

Ce point est reporté à la prochaine réunion de la Commission des Pétitions.

3. Suivi des pétitions

Ce point est reporté à la prochaine réunion de la Commission des Pétitions.

Luxembourg, le 17 novembre 2014

Le Secrétaire-administrateur,
Anne Tescher

Le Président de la Commission des Pétitions,
Marco Schank

Le Président de la Commission de
l'Education nationale, de l'Enfance et de la
Jeunesse,
Lex Delles

Le Président de la Commission de la Famille
et de l'Intégration,
Gilles Baum

Le Président de la Commission de la
Fonction publique et de la Réforme
administrative,
Yves Cruchten

Annexe :

Dossier remis par les pétitionnaires

Edition spéciale Octobre 2014

EDUCA

Le périodique des éducateurs et éducateurs gradués
De Périodique vun den Erzéier a Sozialpädagogogen



E.P.E.S.
Entente des professions
éducatives et sociales



Réunion JOINTE
de la

Commission des Pétitions
et de la

**Commission de la Fonction publique et de la Réforme
administrative**
et de la

Commission de la Famille et de l'Intégration
et de la

**Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de
la Jeunesse**

Mercredi, le 8 octobre 2014, à 15.30 heures

Lieu de réunion : Salle plénière à l'Hôtel de la Chambre

Ordre du jour :

Pétition 328 "Solidarité avec l'Education"

- Echange de vues avec les pétitionnaires
- * Beruffsverband vun de Sozialpädagogen (APEG)
- * Letzebuergesche Beruffsverband fir sozial Aarbecht (LBSA)
- * Beruffsverband vun den Erzéier (APEL)

REUNION JOINTE _____	3
PRISE DE POSITION PETITIONNAIRES _____	5
PETITION _____	8
MANIFESTATIONS: ELO ODER NI _____	9
PETITION: REPONSE MINISTERES _____	11
PETITION: REPONSE ASSOCIATIONS _____	16
10 PUNKTE PLAN _____	18
PRESSEMITTEILUNG 15.10.2013 _____	21
TABLEAUX RECONNAISSANCE CARRIERES _____	23



IMPRESSUM:

Ce périodique est une publication de l'Entente des professions éducatives et sociales.

www.entente.lu



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session extraordinaire 2013-2014

AT,MW,CH/YH

5 août 2014

Réunion JOINTE

de la

Commission des Pétitions

et de la

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

et de la

Commission de la Famille et de l'Intégration

et de la

Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mercredi, le 8 octobre 2014, à 15.30 heures

Lieu de réunion : Salle plénière à l'Hôtel de la Chambre

Ordre du jour :

Pétition 328 "Solidarité avec l'Education"

- Echange de vues avec les pétitionnaires
 - ° Association professionnelle des éducateurs gradués (APEG)
 - ° Letzebuerger Beruffsverband fir sozial Aarbecht (LBSA)
 - ° Association professionnelle des Educateurs (APEL)

Le Président de la Commission des Pétitions
Marco Schank

Le Président de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative
Yves Cruchten

Le Président de la Commission de la Famille et de l'Intégration
Gilles Baum

Le Président de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
Lex Delles

Pour invitation à :

M. Marc Angel, M. Guy Arendt, Mme Nancy Arendt, M. Gusty Graas, M. Max Hahn, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Marco Schank, M. Roberto Traversini, M. Justin Turpel, membres de la Commission des Pétitions

Mme Diane Adehm, Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Yves Cruchten, M. Lex Delles, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Claude Haagen, M. Max Hahn, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, M. Gilles Roth, M. Roberto Traversini, M. Justin Turpel, membres de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Nancy Arendt, M. Gilles Baum, Mme Taina Bofferding, Mme Tess Burton, Mme Joëlle Elvinger, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Fernand Kartheiser, M. Edy Mertens, M. Marc Spautz, M. Roberto Traversini, membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Adam, M. Gilles Baum, M. Eugène Berger, Mme Tess Burton, M. Lex Delles, M. Emile Eicher, M. Georges Engel, M. Claude Haagen, Mme Martine Hansen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Wilmes, M. Claude Wiseler, membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Fernand Kartheiser, observateur
M. Justin Turpel, observateur
M. Serge Urbany, observateur

Pour information à :

M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
M. Marc Hansen, Secrétaire d'Etat à l'Education nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse

Dir Dammen an dir Hären Députéiert, Här President,

Introductioun

Et ass eis eng Éier, fir däerfen hei virum Gros vun eise Volleksvertrieder iwwer Sujeten ze diskutéieren, déi net nëmme eis selwer betreffen, mee déi eng grouss Repercussioun op eng ganz Gesellschaft hunn. Mir, als Vertrieder vun 2 Beruffer am sozio-educative Secteur (Erzéier a Sozialpädagog) fannen et immens wichtig, datt all déi Strukturen an Institutiounen, an deenen mir schaffen, eng gutt Aarbecht leeschten. Eng Aarbecht, déi am Déngscht ass vun Zéngtausende vu Leit, déi duerch eisen alldeeglechen Asaz (an de Crèchen, Maison relais, an den Heemer, an der Behënnertebetreiung, an den Altersheemer a Club Seniors, an de Jugendhaiser, an de Grondschoulen a Lycéeën, an der Berodung a Betreiung vu Leit mat allméigleche Problemer an awer och an allen aneren Opfaangstrukturen etc.) garantéiert kënnen ginn. Et geet net drëm, datt all déi Servicer, déi fir de Funktionnement vun eiser Gesellschaft extrem wichtig gi sinn, einfach nëmme funktionéieren. Mir hätte gär, datt déi Aarbecht déi hei gelescht gëtt, qualitativ héichwäerteg ass, an dat net nëmme am Interesse vun eis Salariés oder all deene Clienten déi mer betreiwen, mee awer och am Interesse vun eis alleguer. Et ass net nëmme wichtig fir e gudden Funktionnement vun eiser Gesellschaft elo, et ass ëmsou méi wichtig fir eis Gesellschaft vu muer. Alles wat hei investéiert gëtt un Asaz, Know-how, Initiativ awer virun allem och u finanzielle Mëttelen, ass en Investissement an d'Zukunft vun eisem Land.

Pétitioun

Mir hu viru genee engem Joer eng Pétitioun an d'Liewe geruff, déi et op méi wéi 11 300 Ënnerschrëfte bruecht huet. Dobäi hu mer eis op 10 Punkte beruff, déi fir eis Schwéierpunkte sinn an der sozio-educativer Aarbecht (Virlesen vun den 10 Punkten). Des 10 Punkten sinn och virun der Press presentéiert ginn (am Virfeld vun de Wahlen). D'Pétitioun hu mer dann och am Januar dem Chamberpräsident offiziell iwverreecht. D'Äntwert vun der Chamber hunn dann e bëssen op sech waarde gelooss an am Mee krute mer dann e Schreiwes, wou dräi Ministeren perséinlech op dës Pétitioun geäntwert haten (Fonction publique an Educatioun a Famille). Mir hunn eis duerno e puer Wochen Zäit gelooss, fir dat Ganzt dann ze analyséieren an am Juni hu mer an eiser Äntwert erklärt, datt mer mat dem Feedback net konnten zefridde ginn.

Educatioun

Ëmmer méi Leit vun eis schaffen an a ronderëm d'Schoulen (Grondschool, Maisons relais, Lycées). De Beräich Maisons relais ass an deene läschte Joeren net nëmme gewuess, hien ass souguer carrément explodéiert. Kloer ass et, datt et mam Recrutement op déi sëllegen nei Posten net gedoen ass, et muss och Qualitéit gebuede ginn et muss pädagogesch Konzepter ausgeschafft ginn an et muss virun allem Synergien geschaf ginn, fir besser ze kooperéieren. D'Zesummenaarbecht tëscht formeller an non-formeller Bildung gëtt a ville Gemengen a Grondschoulen iwver e P.E.P. (Plan d'Encadrement Péri-scolaire) definéiert, e P.E.P. deen oft nach an de Kannerschong stécht, deen awer op ville Plazen Schwierigkeeten mécht, well duerch déi zwou ënnerschiddlech Strukturen (Schoul-M.R.) et net ëmmer einfach ass, alles op e gemeinsamen Nenner ze bréngen. Fir des Zesummenaarbecht virun ze bréngen, muss mer kloer den Terrain preparéieren fir Äntwerten op folgend Froen ze fannen: wien mech wat, wien ass fir wat zoustänneg (Jobdescription), wéi sinn déi sou ënnerschiddlech Statuten an Attributiounen tëscht Enseignant an sozio-educati-



vem Personal ënner een Hutt ze bréngen. Wien ass fir wat, wéini ,wou a fir ween zoustänneg? Dat si Froen, déi fir d'éischt op ministeriellem Niveau musse geléist ginn. Dobäi erwaarde mir eis, datt Äntwerten fonnt ginn an enker Kooperatioun mat de Leit vum Terrain (aus der Schoul, aus den M.R. mee awer och vun z.B. de Berufsverbänn). Mir si frou, datt d'Ministèren Famille an Educatioun zesumme geluecht ginn ass an et soll een des Konstellatioun notzen fir dat Ganzt besser ënner een Hutt ze bréngen. Mir bidden eis un fir op déi Froen déi sech an deem Beräich opdrängen, mat der Politik zesummen Äntwerten ze fannen an dat am Sënn vun engem besseren Encadrement vun eise Kanner.

Integratioun a Preventioun

Mir stellen eis och ganz konkret Froen zu der Sproochesituatioun hei zu Lëtzebuerg: Wat stécht genee hannert der Iddi vum Här Minister Meisch fir d'Crèchen an och vläicht aner Strukturen zweesproocheg ze maachen. Wat bedeit dat fir eis Leit? Gëtt do systematesch op franséischsproocheg Leit zréckgegraff oder mussen d'Leit perfekt bilingue sinn? Wéi ass d'Approche fir de Kanner déi Sproochekenntnisser bäizebréngen? Froen iwwer Froen?

Thema Integratioun vu verhalenopfällege Kanner a Jugendlech hei zu Lëtzebuerg: Mir hunn eng Rei Strukturen fir déi Kanner: Kanner a Jugendpsychiatrie Kierchbiërg: 15 Plazen + eng Dagesklinik mat enger Rise-Waardelëscht. De Projet vtt fir Décrocheuren an de Lycéeën: eng Dosen Plazen fir eist ganzt Land. Dräibuer/Schraasseg: total iwwerfëllt, eng veraalte Struktur, quasi onméiglech fir eng kohärent Konzeptaarbecht ze maachen. Section fermée: do steet am Gesetz mol nächst iwwer de pädagogeschen Encadrement, eppes wat den Här Schlechter vum ORK och scho bemängelt huet. Mir sinn der Meenung datt vill méi Mëttelen an Präventioun musse gestach ginn an dat geet schonn an der Crèche un, an geet iwwer d'Schoulen d'Maison relais an d'Betreiungsservicer. An de Schoulen ass d'Demande relativ grouss, wat eng méi individuell Ënnerstëtzung fir Kanner mat spezifesch Problemer betrëfft. Do gëllt et unzesetzen, wat eng besser Kooperatioun tëscht Enseignant a sozio-edukativem Personal betrëfft. Mir mussen eis och weiderhin asetzen fir eng bescht méiglech Integratioun vu Leit mat Behënnerung an eis Gesellschaft.

Et drängt sech op, datt mer mussen eng Bestandsopnam maachen wou mer eis d'Fro stellen: Wat hu mer? Wat brauche mer? A virun allem wat fir eng Mëttelen setze mer an? Et géifen anscheinend Efforten gemaach, mee wat sinn dat fir Efforten, a wou sinn déi Projeten drun?

Qualitéit

Den Här Meisch an d'Madame Cahen schwätzen a hirer Äntwert vun der Introduktioun vun enger Assurance-qualité um Niveau vun de non-formelle Strukturen. Wat heescht dat genee? Si schwätzen och vun enger Verbesserung vun der Offer a puncto „Formation continue“. An der Vergaangenheet si Leit vun eis bei eenzele Formatiounen vum SCRIPT refuséiert ginn, well se net am Enseignement schaffen. Hoffentlech ass dat elo net méi de Fall. Mir brauchen eng gutt a räichhalteg Offer vu FC. Mir hätten och gär, datt de Patron eis och ënnerstëtzt fir FC ze maachen!

Et muss och gekuckt ginn, d'Infrastrukturen un d'Bedürfnisser vun de Leit unzepassen . D'Prozeduren musse verkierzt ginn, datt sou séier wéi méiglech kann op d'Besoinen reagéiert ginn. Eent ass kloer: D'Qualitéit muss héich bleiwen respektiv do wou et nach happert muss alles dofir gemaach ginn, wann d'Qualitéit eropgesat gëtt. Dat erreecht een nëmme, wann ee gutt Personal astellt, wann dat Personal



anständeg ausgebilt ass, wann dat Personal gutt encadréiert ass a wann dat Personal och net zu DUMPING-Léin agestallt gëtt an dat geschitt, wann de Secteur allze vill privatiséiert gëtt. Mir gesinn et schon am Soins-Beräich, wou et Tendenze ginn, déi haaptsächlech sech méi nom Profit orientéieren a manner nom Wuelbefannen vun de Leit. Mir gesinn d'Education an de soziale Secteur als een allgemengnëtzeg Service, als eng Déngschtleschtung, wou de Staat haaptsächlech muss en Acteur bleiwen (a Kooperatioun mat der Zivilgesellschaft), deen Qualitéit, Integratioun an sozial Gerechtegkeet an de Virdergrond stellt a wou d'Dir net därer opgoen fir Betriber, déi just nëmmen no de Mënz kucken. Dat wär den Ufank vum Enn! Qualitéit an de Maisons relais muss kloer definéiert an och bindend sinn fir all Haiser am ganze Land. Et därerf keng wesentlech Qualitéitsënnerscheeder tëscht de Gemengen bestoen.

Kommunikatioun

D'Madame Cahen an den Här Meisch bekräftegen an hirer Äntwert, wéi wichteg hinnen den Dialog an all deene Froen ass. Mir haten am Kader vun eiser Manif am Mäerz deenen 2 Ministeren eng Demande d'Entrevue Iwwerrescht, wou mer zwar nach keng Invitatioun kruten, wou mer eis awer géinge freeën fir eng Kéier empfang ze ginn. Et ass eis immens wichteg, dass mer wësse wou d'Rees higeet an et ass eis och immens wichteg fir eisen INPUT ze ginn betreffend Froen, déi net nëmmen eis mee enger ganzer Gesellschaft um Härz leien. Eise Wonsch wär et fir eng Plattform ze bilden, wou mer zesumme mat der Politik a mat sämtlechen Acteuren op enger Aart „Zukunftsdësch“ iwer den Développement vum sozio-educative Sektour diskutéieren an uschlëssend gemeinsam Pisten opzeechnen fir zesummen d'Zukunft an deem Secteur ze gestalten. Et soll den konstruktiven Austausch um pluridisziplinären Niveau stattfannen, mat dem Ziel Synergie'en an Allianzen ze kreéieren an ze förderen, fir den héije Qualitéitsfuederungen gerecht ze ginn. Upassunge un dat soziaalt Ëmfeld/Aarbechtsberäicher, sollen méi séier an systematesch geschéien . (Stellungnahm a Positionéierung zu Gesetzesprojéten , Avantprojéten, Reglementer,... déi direkt an indirekt mat eisem Aarbechtsberäich ze dinn hunn, Partizipatioun an Aarbechtsgruppen, Ëmsetzen vun engem Zukunftsdësch, wou regelméisseg den aktuelle Bilan gemaach gëtt, wou déi involvéiert Akteuren aus dem Sozialberäich (Leit um Terrain!) sech erabrëngen fir Proposen an Ännerungsvirschléi /Upassungen ze erschaffen.

Reform vun der Fonction publique

Heimat wëll ech ganz kloer soen, datt mir et begrëissen, datt endlech Neel mat Käpp gemaach gi sinn an dass di Reform elo prett ass fir ëmgesat ze ginn. Mir fannen et och gutt, datt endlech eng Bachelor's Carrière agefouert ginn ass an datt mer no laange Joeren endlech sou agestuuft gi sinn, wéi mer dat verdéngen a schonns säit Joeren afuerderen. Mir hunn eis den Detail am Accord salarial ugekuckt a wann een den Detail kuckt vun der Evolutioun vun eiser Carrière, da stellt ee fest, datt quasi nëmmen déi Nei vun der Opbesserung profitéieren an datt fir déi déi 10, 15, 20 Joer Anciennetéit hunn, keng grouss Verbesserung vun eiser Carrière ze erkennen ass. Eng gerecht Unerkennung jee no Anciennetéit gesäit anescht aus. Mir bedauern dat an hoffen, datt et iergendwéi méiglech ass fir des Inegalitéiten iergendwéi erëm riicht gebéit ze kréien.

Dir Dammen an dir Hären Deputéiert, Här President,

Mir soen iech MERCI, datt der mer esou fein nolauschtert hutt an eisem Excours. Mir hoffen datt mer elo eng gutt Diskussioun kréien a mir erwaarden eis, datt dat haut de Startschoss war fir eng gutt Zesummenaarbecht an Zukunft am Sënn vum soziale Secteur an am Sënn vun eis alleguer.





Solidaritéit mat der Erzéiung ELO ODER NI

Erzéier, Sozialpädagogen, Sozialaarbechter, Elteren, ..., maacht all mat. Hëlleft eis lech ze hëllefen!
Zesumme si mer staark:

D'Beruffverbänn APEG, APEL an LBSA invitéieren fir den 21. März op 2 **Veranstaltungen**.

1) 17.15 Marche de la solidarité



2) 19.00 Manifestation Place Clairefontaine



Films de nos manifestations sont disponibles sur www.apeg.lu
et sur www.entente.lu





CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Mme Annie Tascher
Service des Commissions
Tél: +352 466 956 264
Courriel: atascher@chd.lu

APEG
LBSA
APPEL
Monsieur Marc Pletsch
B.P. 3071
L-1030 Luxembourg

Luxembourg, le 27 mai 2014

Objet: Pétition n° 328 – Solidarité avec l'Education

Monsieur,

A la demande de la Commission des Pétitions, réunie le 22 courant, je vous fais parvenir en annexe copies de lettres concernant votre pétition que m'ont fait parvenir le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Dans l'hypothèse où cette prise de position vous aura donné satisfaction et sans réaction de votre part dans un délai de deux mois, l'instruction de votre pétition sera consicérée comme étant close.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments très distingués.

Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

Réf. : m/pra_0106

Dossier suivi par : ca
tel. : 247-83211

Luxembourg, le 07 AVR. 2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:
18 AVR. 2014

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement

Luxembourg

Objet : Évolution des carrières des professions socio-éducatives et des mesures envisagées dans le cadre de la Réforme de la Fonction publique - Pétition (n° 328) reçue de la part du Président de la Chambre des Députés

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre par la présente ma prise de position relative aux éléments soulevés dans la pétition mentionnée ci-dessus relevant de la compétence de mon département et ayant trait aux dispositions prévues plus particulièrement pour les carrières de l'éducateur gradué et de l'éducateur auprès de l'Etat dans le contexte du paquet des réformes dans la Fonction publique.

C'est dans ce cadre que je voudrais notamment rappeler les mesures de reclassement des deux carrières en question retenues au projet de loi no 6459 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat, ce pour tenir compte de l'évolution des études constatée pour les deux carrières impliquées.

En effet, le texte du projet en question prévoit pour l'éducateur gradué, relevant actuellement de la carrière moyenne et classé aux grades 8, 11 et 13, une intégration au niveau du bachelier dans la nouvelle catégorie de traitement A2, s'étendant du grade 10 au grade 14. Pour ce qui est de l'éducateur faisant partie des carrières dites inférieures avec les grades 4, 6 et 7, le même projet retient une mesure de reclassement au niveau moyen dans le groupe de traitement B1, groupe de traitement qu'il sera appelé à partager alors entre autres avec les agents de l'actuelle carrière du rédacteur. Les agents déjà en service seront évidemment classés dans les nouveaux grades de leur carrière.

En dehors de ces mesures sélectives, les deux carrières en question profiteront des mesures à caractère plus général du paquet des réformes, à savoir surtout la répartition des grades en niveau général et niveau supérieur, avec des avancements en grade après un nombre déterminé d'années, ce jusqu'au grade de fin de carrière atteint après 20 années de nomination.

Parallèlement, je voudrais encore citer dans le présent contexte l'introduction au niveau des services de l'Etat d'une gestion par objectifs, assortie de l'élaboration pour chaque entité d'un organigramme avec une description des tâches, ceci sur base d'adaptations qui seront apportées par le biais du projet de loi no 6457 à l'actuelle législation fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.

Par ailleurs, il importe encore de relever dans le cadre du processus du lifelong learning la possibilité qui est prévue d'être introduite par le même projet de loi et permettant à l'agent de l'Etat de profiter sous certaines conditions d'une dispense de service allant jusqu'à 20 pour cent de sa tâche normale. C'est ainsi que les agents seront encouragés à s'inscrire à un cycle d'études pouvant les conduire à un diplôme de niveau supérieur à celui qu'ils détiennent et en relation avec leurs attributions et missions ou dans d'autres domaines susceptibles de promouvoir leur développement professionnel auprès de l'Etat.

Finalement, il reste à préciser que les mesures préconisées en question trouvent leur retombée dans le projet de loi no 6465 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'Etat.

Pour répondre à la demande de Monsieur le Président de la Chambre des Députés, je vous saurais donc gré de bien vouloir lui transmettre la présente à titre de prise de position de ma part.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Réforme administrative


Dan Kersch



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse



Luxembourg, le 22 avril 2014

Monsieur le Ministre aux Relations avec
le Parlement

Luxembourg



Objet : Pétition n° 328 « Solidarité avec l'Éducation »

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous transmettre par la présente notre prise de position commune relative aux éléments soulevés dans la pétition n° 328 « Solidarité avec l'Éducation ».

Nous souhaitons tout d'abord souligner que nous nous réjouissons du consensus qui existe entre une bonne partie des constats et propositions de la pétition et les priorités de l'accord gouvernemental.

En effet, la réunion au sein d'un même ministère des deux piliers de l'éducation – l'éducation scolaire et l'éducation non-formelle – témoigne de la volonté du gouvernement de soutenir une approche globale et cohérente de l'encadrement pédagogique des enfants et des jeunes.

Les deux secteurs partagent des objectifs communs, dont l'apprentissage linguistique, la coopération avec les parents, le combat contre l'échec scolaire et les actions en faveur de l'intégration et de la cohésion sociale.

Le plan d'encadrement périscolaire (PEP) constitue un pas important en ce sens par le fait qu'il renforce davantage la collaboration et les synergies entre les deux secteurs.

Un accent important est actuellement mis sur l'intégration et l'inclusion des enfants les plus vulnérables dès leur plus jeune âge, dans le but de promouvoir le travail de prévention.

Dans le domaine de la prise en charge des enfants avec troubles comportementaux, le gouvernement a lancé plusieurs initiatives. Constatant toutefois les besoins croissants de cette population, ces efforts seront encore renforcés.

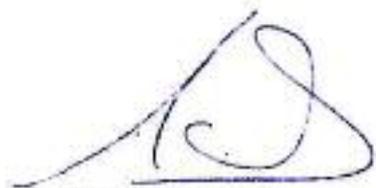
Un bon nombre de revendications exprimées dans la pétition, comme par exemple l'introduction d'un système d'assurance qualité au niveau des structures de l'éducation non-formelle ou le renforcement des mesures de formation continue, seront introduits par les nouvelles dispositions législatives actuellement en cours de discussion.

Nous nous déclarons prêts à rechercher le dialogue permanent avec les professionnels du secteur socio-éducatif. Nous jugeons utile de promouvoir des échanges sur les défis pédagogiques à relever et de soutenir la promotion de la qualité de l'action sociale et de l'encadrement pédagogique de concert avec tous les acteurs concernés.

Concernant la reconnaissance de la profession, nous prions les auteurs de la pétition à se référer à la prise de position du ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative relative à la même pétition et expliquant notamment les mesures de reclassement des carrières de l'éducateur et de l'éducateur gradué prévues par le projet de loi n° 6459.

Nous vous saurions gré de bien vouloir transmettre la présente à titre de prise de position à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de nos sentiments distingués.



M. Claude MEISCH,
Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse



Mme Corinne CAHEN,
Ministre de la Famille,
de l'Intégration et à la Grande Région



Luxembourg, le 20 juin 2014

Monsieur Mars di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés
19, rue du Marché-aux-Herbes
L - 1728 Luxembourg
Monsieur le Président,

Suite à votre courrier du 27 mai 2014 répondant à notre pétition (no 328), nous tenons d'abord à vous remercier et à vous faire part de notre prise de position. Nous constatons que les explications énoncées de Monsieur Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, de Monsieur Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de Madame Corinne Cahen, Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, ne nous donnent pas encore des réponses suffisantes aux doléances exprimées dans nos revendications.

1) Nous partageons l'avis des deux ministres que le plan d'encadrement périscolaire (PEP) constitue un pas important pour toutes les raisons évoquées, mais nous doutons fortement de sa mise en œuvre vu le nombre insuffisant de personnel qualifié actuellement présent dans les maisons relais.

2) Bien que l'intégration et l'inclusion des enfants soient une priorité pour les deux ministres en question, il n'est pas précisé comment ils entendent mettre cela en pratique.

3) En ce qui concerne le domaine de la prise en charge des enfants avec des troubles comportementaux, nous souhaiterions bien avoir plus de détails concernant les initiatives citées.

4) Bien qu'il soit important d'instaurer un système d'assurance qualité dans le cadre des nouvelles dispositions législatives en cours, nous voudrions savoir comment et sur quels critères ce concept se basera. Nous déplorons également qu'à n'aucun moment les associations professionnelles aient été consultées.

5) Nous saluons la volonté à rechercher le dialogue et l'échange permanent sur les défis pédagogiques avec les professionnels du secteur socio-éducatif. Nous constatons qu'à l'heure actuelle aucun groupe de travail avec notre participation n'a

vu le jour.

Nous rappelons que dans notre prise de position sur le programme gouvernemental, nous jugeons utile la mise en place d'un « groupe experts » (« Zukunftsdësch ») qui se réunira régulièrement pour développer des concepts et idées. (p.ex. PEP, assurance qualité, formation continue, clé du personnel, etc...)

6) En ce qui concerne la reconnaissance et valorisation des carrières de l'éducateur et de l'éducatrice diplômée, il est vrai que le texte du projet de loi 6459 prévoit un classement dans un grade supérieur. On pourrait dès lors avoir l'impression que nos carrières respectives seraient ainsi revalorisées. Dans la réalité, un éducateur ou une éducatrice diplômée avec p.ex. une ancienneté de 15 ans avancera en grade, or l'échelon dans lequel il sera classé ne constituera quasiment pas d'amélioration en ce qui concerne son revenu. Seuls les personnes qui débutent leur carrières professionnelles auront un avantage, tous les autres auront quasiment le même salaire qu'avant. Dans le projet actuel, il est clair que toutes les personnes qui travaillent depuis plusieurs années comme éducateur ou éducatrice diplômée n'obtiendront aucune reconnaissance et ne seront donc pas reclassés à leur juste valeur. Cela est inacceptable et constitue un affront pour tous les éducateurs et éducatrices diplômés qui attendent depuis presque 40 ans une reconnaissance de leur profession. Nous voulons une réelle adaptation de nos carrières et de ce fait un reclassement qui en tienne compte; une correction s'impose !

Nous attirons également votre attention sur le fait que tous les éducateurs et éducatrices diplômés incombant sous la convention collective SAS, sont annexés à l'évolution des carrières dans la fonction publique par l'article 28 de la CCT SAS.

Au cours de l'entrevue avec Monsieur Meisch et Mme Cahen lors de notre «marche de la solidarité » en date du 21 mars 2014, la proposition a été émise par les deux ministres d'entamer une collaboration et un échange d'idées avec des représentants des trois associations professionnelles présentes. A ce jour, nous n'avons pas encore été contactés à ce sujet.

Comme nous sommes d'avis que cette pétition devra être l'objet d'un réexamen détaillé, nous vous prions, Monsieur le Président, de garder l'instruction ouverte et nous vous demandons de transmettre nos doléances à nouveau à Monsieur Marco Schank, Président de la commission des pétitions, en vue d'une demande de transmission à la commission compétente de la chambre des députés.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués.

Marc Pletsch et Sandy Vitali
Président et Présidente de l'APEG
l'APEL

Christophe Biver
Représentant du LBSA

Frank Bremer
Président de

Solidarität mit der Erziehung: Erziehungsarbeit ist Bildungsarbeit!

10 Punkte-Plan für eine qualitativ hochwertige Erziehungsarbeit in Luxemburg

Der Berufsverbände von Erziehern und Sozialpädagogen fordern die Regierung gemeinsam dazu auf, der Erziehungsarbeit einen zentralen Platz in ihrer Politik einzuräumen und dabei folgende 10 Punkte zu berücksichtigen.

1. Eine pädagogische Kinder-und Jugendbetreuung, die fit macht für die neuen Herausforderungen unserer Gesellschaft.

„Von der Fokussierung auf Leistung zur stärkeren Betonung sozialer und emotionaler Aspekte.“

Unseren Kindern und Jugendlichen, die in einer komplexen Gesellschaft aufwachsen, gilt es, Werte und Fähigkeiten zu vermitteln, die sie stark machen für die Herausforderungen, denen sie sich stellen müssen.

2. Ein Grundrecht auf eine gute pädagogische Förderung

Um soziale Gerechtigkeit in unserer Gesellschaft anzustreben, muss es als ein fundamentales Recht gelten, jedem Kind die bestmögliche pädagogische Förderung anzubieten. Da die Erziehung sich immer mehr vom Elternhaus in öffentliche Einrichtungen verlagert, brauchen wir ausreichend gut ausgebildetes Fachpersonal, was dieser Mission gerecht werden kann.

3. Adäquate Arbeitsbedingungen für eine qualitativ hochwertige Erziehungsarbeit.

Konzepte können nur umgesetzt werden, wenn Rahmenbedingungen geschaffen werden, die den Bedürfnissen von Personal, Eltern und Kindern bzw. Jugendlichen gerecht werden. Dazu gehören Infrastruktur, Personalschlüssel, Teamarbeit, Qualitätsmanagement usw. Die Politik sollte Verantwortung übernehmen und diese wichtigen Komponenten in der Erziehungsarbeit konsequenter unterstützen.

4. Einhaltung von Qualitätskriterien, die eine gute Betreuung in aller Sicherheit garantieren

Qualitätskriterien müssen konsequent festgelegt werden, und das nicht nur was Infrastruktur, Sicherheit und räumliche Rahmenbedingungen anbelangt, sondern auch in Bezug auf pädagogische Konzepte.

5. Einführung eines Zukunftstisches über erzieherische und soziale Arbeit.

Die zunehmenden Probleme in einer immer komplexer werdenden Gesellschaft in der Erziehungs- und Familienpolitik müssen vermehrt öffentlich diskutiert werden, um anschließend direkte Lösungswege aufzuzeigen. Eine Kultur des Dialogs muss hergestellt werden in der alle Beteiligten aus Erziehung, Politik, Gewerkschaften, Zivilgesellschaft eine Plattform geboten bekommen, in der auf Bedürfnisse und Wünsche eingegangen wird.

6. Ein kohärentes, übergreifendes Gesamtkonzept für Erziehung, Bildung und Betreuung.

Im Sinne einer konzeptorientierten und qualitativ hochwertigen Erziehungsarbeit müssen Projekte ausgearbeitet werden, bei denen eine aktive Mitbeteiligung aller Partner selbstverständlich ist. Die Aufgabe der Politik ist es, bestmögliche Rahmenbedingungen zur Ausarbeitung von gemeinsamen Projekten zu schaffen.

7. Förderung der Präventionsarbeit um kostenintensive Nachbetreuung zu minimieren.

Eine der größten Herausforderungen unserer nächsten Regierung ist es, die hohe Jugendarbeitslosigkeit zu bekämpfen. Perspektivlosigkeit führt bei jungen Leuten vermehrt zu Delinquenz und Suchtproblemen. Die Betreuung von jungen Leuten mit diversen Problemen führt oft zu langjährigen, kostenintensiven Maßnahmen, die nicht immer das erwünschte Resultat erzielen und schlimmstenfalls bis ins hohe Erwachsenenalter anhalten können.

Die Früherkennung von Problemen durch Präventionsarbeit muss vermehrt unterstützt werden und weiter in den Schulalltag integriert werden. Die Politik muss sich dieser wichtigen Verantwortung stellen.

8. Eine gesellschaftliche, politische sowie auch finanzielle Anerkennung von erzieherischen und sozialen Berufen.

Seit 40 Jahren leiden die erzieherischen und sozialen Berufe (Sozialpädagoge, Erzieher) darunter, dass sie nicht die finanzielle Anerkennung erlangt haben, die ihnen zusteht. Die Studien werden im Vergleich zu anderen Berufslaufbahnen nicht berücksichtigt. Wir fordern die kommende Regierung dazu auf, in dieser Hinsicht endlich Gerechtigkeit walten zu lassen. Im neuen Reformgesetz des „Öffentlichen Dienstes“ ist eine Angleichung unserer Laufbahnen im Staatsdienst vorgesehen. Diese Reform sollte schnellstmöglich umgesetzt werden.

In der Öffentlichkeit genießen unsere Berufe nicht unbedingt die Anerkennung, wie es in anderen Bereichen der Fall ist. Es ist unter anderem auch die Aufgabe der Politik, sich für die Belange einer Berufsgruppe einzusetzen, die für das Funktionieren einer Gesellschaft geradezu unentbehrlich geworden ist.

9. Ausbau der Weiterbildungsmöglichkeiten aller Mitarbeiter im erzieherischen und sozialen Bereich im Sinne des „Lifelong Learning“.

Im Zuge einer zunehmenden Professionalisierung der alltäglichen Arbeit in allen erzieherischen und sozialen Bereichen ist Weiterbildung zu einem wichtigen Eckpfeiler geworden, der jedoch allzu oft vernachlässigt wird. Die kommende Regierung sollte sich dafür einsetzen, das „Lifelong Learning“ in allen Bereichen weiter zu fördern und vermehrt auch in unseren Arbeitsbereichen einzusetzen im Sinne einer qualitativen Weiterentwicklung.

10. Erziehung, Bildung und Betreuung müssen Hand in Hand arbeiten. Eine verstärkte Zusammenarbeit aller Beteiligten ist absolut notwendig.

In sämtlichen Bereichen brauchen wir innovative Konzepte, die in enger Zusammenarbeit mit allen Beteiligten umgesetzt werden müssen. Eine Kultur des Dialogs und der Kooperation in der sozialen und erzieherischen Arbeit trägt zwangsläufig zu mehr Transparenz bei. Netzwerkarbeit zwischen den verschiedenen Einrichtungen (z.B. Schule/„Maisons relais“) auf kommunaler bzw. auf regionaler Ebene führt eine Dynamik herbei, die einen beträchtlichen Qualitätsgewinn mit sich ziehen wird.

Zusammenfassung unserer Forderungen:

1. Eine pädagogische Kinder-und Jugendbetreuung, die fit macht für die neuen Herausforderungen unserer Gesellschaft.
2. Ein Grundrecht auf eine gute pädagogische Förderung.
3. Adäquate Arbeitsbedingungen für eine qualitativ hochwertige Erziehungsarbeit.
4. Einhaltung von Qualitätskriterien, die eine gute Betreuung in aller Sicherheit garantiert.
5. Einführung eines Zukunftstisches über erzieherische und soziale Arbeit.
6. Ein kohärentes, übergreifendes Gesamtkonzept für Erziehung, Bildung und Betreuung.
7. Förderung der Präventionsarbeit um kostenintensive Nachbetreuung zu minimieren.
8. Eine gesellschaftliche, politische sowie auch finanzielle Anerkennung von erzieherischen und sozialen Berufen.
9. Ausbau der Weiterbildungsmöglichkeiten aller Mitarbeiter im erzieherischen und sozialen Bereich im Sinne des „Lifelong Learning“.
10. Erziehung, Bildung und Betreuung müssen Hand in Hand arbeiten. Eine verstärkte Zusammenarbeit aller Beteiligten ist absolut notwendig.

APEG

Association professionnelle des
éducateurs gradués

Berufsverband vun de Sozialpädagogen

B.P. 3071

L-1030 Luxembourg



LUXEMBURGER BERUFSVERBAND FÜR SOZIAL ARBEIT

Luxemburg, den 15. Oktober 2013

PRESSEMITTEILUNG: 4 Fragen an die Politik - Parteien haben geantwortet!

Parteiübergreifender Konsens für Anpassung der Gehälter von Erziehern und Sozialpädagogen

APEG und LBSA am Ende der Geduld: „Wir wollen Taten sehen“

„Was lange währt, wird endlich gut“. Fast vierzig Jahre lang warten Erzieher (Éducateurs) und Sozialpädagogen (Éducateurs gradués) auf Gerechtigkeit. Die jahrelange Forderung nach einer Angleichung der Gehälter entsprechend der Ausbildung und den Studien scheint nach Meinung aller neun Parteien mehr als berechtigt zu sein.

Aus allen Antworten auf die Frage, wie die jeweilige Partei zu dieser Problematik steht, geht klar hervor, dass die Zeit reif ist für die konkrete Umsetzung: demnach wird, nach Meinung der **CSV**, dieser Sorge bald Rechnung getragen werden und mit der Reform im öffentlichen Dienst werden beide Berufslaufbahnen, den Studien und der Ausbildung entsprechend, auf das berechtigte Niveau gesetzt.

Die **LSAP** unterstreicht dabei, dass die Karriere des Erziehers mit der des „*rédacteurs*“ gleichgestellt werden muss, und der Sozialpädagoge in eine allgemeine Bachelorlaufbahn eingestuft werden muss. Die **DP** bedauert allerdings, dass ihrer Forderung seit 2009 nach einer Gleichstellung aller Karrieren im öffentlichen Dienst je nach Studien, nicht Rechnung getragen wurde. Des Weiteren setzen sich die Liberalen immer dafür ein, dass sektorielle Forderungen unabhängig von einer allgemeinen Reform behandelt werden sollten.

Déi Gréng setzen sich ohne Vorbehalt für eine schnellst mögliche Lösung des Problems ein und bezeichnen die Umsetzung des Abkommens mit der CGFP als eine „Dringlichkeit“.

Für die **ADR** ist eine Überprüfung der Gehälterstruktur im öffentlichen Dienst absolut notwendig, jedoch sollte sich eine Gehälterreform an die Realitäten des Staatshaushalts anpassen.

TEL : (+352) 621 21 88 75

FAX : (+352) 20 40 99 03

E-mail : info@apeg.lu / contact@lbsa.lu

www.apeg.lu / www.lbsa.lu

CCPL : IBAN LU55 1111 1571 9858 0000

N° id: 1999 61 01072

Nach Meinung von **Déi Lénk** geht es um die rechtmäßige Anerkennung des sozioedukativen Sektors und die Forderungen von APEG und LBSA sind absolut legitim.

Die **KPL** steht für die systematische Gleichstellung aller Berufslaufbahnen je nach Diplom und Ausbildung und fordert die Gewerkschaften dazu auf, diese Gerechtigkeit mit einem Kollektivvertrag zu erkämpfen.

Soziale Berufe müssen in unserer Gesellschaft verstärkt unterstützt und auch „würdiger“ behandelt werden: das ist die Meinung der **Piraterpartei**, die ein Streik der Erzieher und Sozialpädagogen legitimieren würde.

Die **PID** bemerkt, dass unverständlicherweise Lehrer besser eingestuft sind und dass die Anpassung der Gehälter dieser beiden Berufsgruppen (Erzieher und Sozialpädagogen) absolute Priorität hat.

„Dieser parteiübergreifende Konsens für eine Anpassung unserer Gehälter, der aus den neun Antworten klar hervor geht, lässt keine Zweifel aufkommen: wir erwarten eine schnelle Entscheidung!“

Sämtliche Antworten der neun Parteien finden sie auf folgender Webseite:

<http://www.apeg.lu/component/content/article/23-apeg/85-walen-2013.html>

Mitgeteilt von den Verwaltungsräten von APEG und LBSA am 15. Oktober 2013

Educateur gradué

	Carrière actuelle	carrière nouvelle	carrière après reclasse.
	grade/échelon	grade/échelon	grade/échelon
	(2 ans stage)	(3 ans stage)	(2 ans
stage)			
année de grade			
5	8/257	11/314	11/266
10	11/290	13/395	13/320
15	11/326	13/395	13/340
20	11/338	13/455	13/340
25	13/410	14/485	14/410
30	13/440	14/485	14/440
35	13/466	14/485	14/485
40			

Fin de carrière actuelle (à l'âge de 55) 466 points 8380€

Fin de carrière après recl.(à l'âge de 55 ans) 485 points 8730€



Educateur

	Carrière actuelle grade/échelon	carrière nouvelle grade/échelon	carrière après reclasse grade/échelon
année de grade			
5	6/204	8/230	8/212
10	7/235	9/266	9/242
15	7/257	11/314	11/266
20	7/272	12/380	12/290
25	8bis/293	13/425	13/320
30	8bis/320	13/470	13/340
35	8bis/339	13/470	13/470
40	8bis/339	13/470	13/470

Fin de carrière actuelle	339 points	6100€
Fin de carrière après reclassement	470 points	8460€